



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 26 juin 2025

ZOOM : COLOMBIE – LA COLOMBIE REJOINT OFFICIELLEMENT LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES BRICS.

2

Bolivie

3

En mai, l'inflation atteint un nouveau record.

3

Le président Luis Arce approuve un prêt de 250 M\$ de la BID.

3

Colombie

3

En avril, l'économie colombienne enregistre une croissance de +1,1 % en g.a.

3

La Colombie détient la sixième dette souveraine la plus coûteuse au monde.

3

En mai, la confiance industrielle s'améliore, mais la confiance commerciale diminue.

4

Fitch Ratings alerte quant à la situation budgétaire de la Colombie.

4

Equateur

4

La BID émet une garantie de 77 M\$ pour soutenir l'investissement privé dans le secteur électrique.

4

Les chiffres de l'emploi se dégradent légèrement en glissement annuel.

5

Guyana

5

Les dépôts versés au *Natural Resource Fund* en 2025 ont dépassé 1 Md\$.

5

Pérou

5

Le Pérou est le huitième pays avec les plus grandes réserves d'or au monde.

5

Entre janvier et avril, les exportations industrielles du Pérou ont dépassé les 2,5 Md\$.

5

Venezuela

6

L'OFAC autorise l'exécution des garanties sur la dette PDVSA.

6

Zoom : Colombie – La Colombie rejoint officiellement la Banque de développement des BRICS.

Après avoir soumis sa demande d'adhésion en mai dernier, la Colombie a officiellement rejoint la Nouvelle Banque de développement (NBD)¹, anciennement appelée Banque de développement des BRICS (BRICS pour Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). La Nouvelle Banque de développement a été fondée en 2015 afin de mobiliser des ressources en faveur de projets d'infrastructure et de développement durable dans les économies émergentes. Elle offre des conditions de crédit compétitives aux pays en développement, en promouvant une politique basée sur le multilatéralisme et une moindre dépendance aux institutions financières multilatérales comme le FMI ou la Banque mondiale.

Avec cette adhésion, le gouvernement a indiqué vouloir permettre à la Colombie d'accéder à des sources de financement supplémentaires pour des projets d'infrastructure ou d'énergies renouvelables, entre autres. La Colombie a déjà présenté comme projet clé le chemin de fer interocéanique entre les océans Pacifique et Atlantique, ainsi que d'autres projets de transition énergétique. Le président Petro a également réaffirmé son souhait d'élargir les horizons de coopération du pays, notamment en renforçant ses liens avec la Chine, ce qui s'inscrit aussi dans sa décision de rejoindre l'initiative des Nouvelles routes de la soie (voir [nos précédentes brèves](#)).

Afin de rejoindre l'organisation, la Colombie s'est engagée à apporter 513 M\$ (2 100 Md COP), parmi lesquels 103 M\$ (429 000 M COP) devront être versés dans les six mois suivant la signature officielle de l'accord. Les 410 M\$ restants ne devront être versés que si la banque en fait la demande. **Cette adhésion permet au pays d'accéder à des crédits et des ressources pour des projets spécifiques, mais ne lui accorde ni voix ni vote concernant les décisions de la Banque.** En contrepartie, la Nouvelle Banque de développement peut prêter jusqu'à 30 Md\$ aux pays membres autorisés à emprunter.

Plusieurs analystes s'inquiètent du fait que cette mesure implique un endettement supplémentaire de l'État colombien, alors même que le pays traverse déjà une crise budgétaire sans précédent (voir [nos précédentes brèves](#)). D'autres ont salué l'opportunité de diversification des sources de financement du pays, alors que l'administration Trump a drastiquement réduit l'aide au développement des Etats-Unis et imposé de nouveaux droits de douane, le tout dans un contexte où la situation budgétaire du pays réduit ses possibilités de financement (suspension de la ligne de crédit flexible du FMI, poids du service de la dette et un surendettement de plus en plus coûteux). Cependant, **certains analystes soulignent également l'ambivalence de cette intégration d'un point de vue géopolitique** : en renforçant ses relations avec la Chine, la Colombie risque aussi d'attiser ses tensions avec les Etats-Unis. En mai dernier, l'administration Trump avait d'ailleurs rejeté la décision du Président Petro de rejoindre l'initiative des Nouvelles routes de la soie. Le Département d'Etat s'opposerait ainsi à tout projet de la BID et d'autres bailleurs internationaux en faveur d'entreprises publiques ou contrôlées par le gouvernement chinois en Colombie, et dans tout autre pays de la région impliqué dans les Nouvelles routes de la soie.

¹ Cf. communiqué du MRE du 19/06/2025 sur le site de la Présidence : <https://www.presidencia.gov.co/prensa/Paginas/Colombia-ingresa-al-Nuevo-Banco-de-Desarrollo-de-los-BRICS-tras-gira-del-presidente-Petro-por-China-250619.aspx>

Bolivie

En mai, l'inflation atteint un nouveau record.

En mai, l'inflation a atteint 18,5 % en g.a., soit son niveau le plus élevé depuis 34 ans. Les analystes prévoient que cette tendance à la hausse se poursuive dans les semaines à venir : l'inflation annuelle pourrait augmenter jusqu'à 22 % avant une éventuelle stabilisation. Cette dynamique est attribuée à une conjonction de facteurs internes et externes, notamment la pénurie persistante de devises étrangères et la hausse des prix du pétrole, alimentée par les tensions géopolitiques entre l'Iran et Israël. Le mois de juin pourrait ainsi marquer un nouveau pic inflationniste. Face à cette situation préoccupante, le président Luis Arce a déclaré son intention de faire appel à des prêts extérieurs récemment approuvés par le Parlement (voir *infra*) afin de renforcer la capacité de réponse économique du pays.

Le président Luis Arce approuve un prêt de 250 M\$ de la BID.

Ce financement vise à renforcer la capacité du pays à répondre aux urgences liées aux catastrophes naturelles et à la santé publique.

Le contrat, signé entre la Bolivie et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en septembre 2024, intervient dans un contexte marqué par une intensification des événements climatiques extrêmes. Entre novembre 2024 et mai 2025, six départements ont été affectés par des épisodes de gel et de grêle, aggravant la vulnérabilité de plusieurs régions. Selon les termes de l'accord, les fonds devront être mobilisés pour améliorer la réponse rapide de l'État face aux urgences. Ils permettront notamment de financer des actions d'assistance humanitaire, la remise en service des infrastructures critiques, ainsi que le rétablissement rapide des services publics essentiels. **Par ailleurs, 15 prêts d'un montant total de plus de 1,6 Md\$ restent bloqués depuis plus de deux ans, en attente d'approbation par l'Assemblée législative.**

Colombie

En avril, l'économie colombienne enregistre une croissance de +1,1 % en g.a.

Ce chiffre est le plus faible enregistré en 2025, et certains experts préviennent qu'il pourrait représenter un point d'inflexion dans la trajectoire de reprise observée durant le T1 2025. En effet, bien que des secteurs aient aidé à soutenir l'activité économique, une partie non négligeable de l'appareil productif du pays croît moins, voire recule : **les activités primaires et secondaires ont affiché des rendements négatifs, à hauteur de respectivement -1,7 % et -3,9 % en g.a. Le secteur tertiaire a cependant contrebalancé ce résultat, enregistrant une croissance de +2,6 % en g.a.**

La principale contribution positive à la croissance de l'ISE provient notamment du tourisme, étant donné que le secteur du commerce, des services d'hébergement, du transport et du divertissement a crû de +4,9 %. Le dynamisme du tourisme et le ralentissement des autres secteurs peuvent s'expliquer en partie par la Semaine sainte, qui s'est entièrement déroulée en avril (contrairement à 2024 où elle s'était étendue entre mars et avril) : le mois a été marqué par une réduction du nombre de jours ouvrés et une hausse du tourisme local. Ainsi, **en neutralisant les effets saisonniers et calendaires, la croissance annuelle de la série ajustée s'est élevée à +2,5 %** ; dans la continuité de la trajectoire positive enregistrée par l'économie durant la première partie de l'année.

La Colombie détient la sixième dette souveraine la plus coûteuse au monde.

Selon un récent rapport de la banque colombienne *Banco Popular*, **la Colombie détiendrait la sixième dette souveraine en monnaie locale la plus coûteuse au monde, avec un taux de 12,7 % sur ses obligations à 10 ans**. De plus, le taux des obligations libellées en

dollars et le niveau du *Credit Default Swap* à 10 ans sont tous deux les troisièmes les plus élevés au monde, à hauteur de respectivement 8 % et 345 pdb. Cette situation pèse lourdement sur les finances publiques : selon le ministère des Finances, en 2025, le pays devra consacrer environ 21 Md\$ (86 000 Md COP, 4,7 % du PIB) au paiement des intérêts, un niveau historiquement élevé. **Il semble ainsi que les marchés financiers traitent la dette colombienne comme celle d'un pays dont la note serait inférieure à celle actuellement octroyée par les agences**, qui attribuent toutes une perspective négative à la note créditrice du pays.

En mai, la confiance industrielle s'améliore, mais la confiance commerciale diminue.

En mai, l'indice de confiance industrielle s'est situé à 6,1 %, en augmentation de 6,4 p.p. par rapport à avril (-0,3 %) et de 11,5 p.p. par rapport à avril 2024 (-5,4 %). Ce résultat positif s'explique notamment par une amélioration des attentes de production pour le trimestre suivant, une augmentation du volume actuel des commandes et une réduction du niveau des stocks.

L'indice de confiance commerciale s'est quant à lui établi à 21,0 %, en baisse de -3,9 p.p. par rapport au mois précédent (24,9 %) mais en augmentation de +8,5 % par rapport à mai 2024 (12,5 %). La détérioration mensuelle s'explique par une hausse du niveau des stocks et une dégradation des attentes concernant la situation économique pour le semestre suivant. L'amélioration annuelle s'explique quant à elle par de meilleures attentes concernant la situation économique pour le semestre à venir et une meilleure perception de la situation économique actuelle de l'entreprise ou du commerce.

Fitch Ratings alerte quant à la situation budgétaire de la Colombie.

L'agence de notation *Fitch Ratings*, qui attribue actuellement une note de crédit de BB+ avec perspective négative à la Colombie, a récemment publié un communiqué alertant quant à la situation budgétaire du pays. Cet avertissement fait suite à la publication du Cadre budgétaire à moyen terme et de la suspension de la règle budgétaire (voir nos précédentes brèves). **L'agence a réaffirmé son manque de confiance vis-à-vis de l'actuel plan budgétaire du gouvernement**, en soulignant que les révisions des objectifs de déficit précédents, la suspension de la règle budgétaire et les importantes divergences par rapport aux prévisions budgétaires nuisent à la crédibilité de la politique fiscale.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,3%	34,2%	1673
Change USD/COP	-0,2%	3,6%	4068
Change EUR/COP	1,0%	12,6%	4731
Prix du baril (Brent, USD)	-11,5%	-18,2%	67,88

Equateur

La BID émet une garantie de 77 M\$ pour soutenir l'investissement privé dans le secteur électrique.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé une garantie de 77 M\$ visant à appuyer des investissements privés dans le secteur des énergies renouvelables non conventionnelles (solaire et éolien en particulier), dans l'objectif d'apporter 820 Mw au réseau électrique national. Il s'agit de la troisième étape d'un mécanisme destiné à sécuriser les paiements des investisseurs du secteur en cas de défaut de l'État équatorien sur l'achat d'électricité. Cette garantie permettra d'avancer dans la

mise en œuvre des projets issus des appels d'offres du « bloc 500 ». En parallèle, **la BID fournira une assistance technique de 3 M\$ pour renforcer les capacités des organismes de régulation.** Les projets soutenus devraient mobiliser environ 1 Md\$ d'investissements privés. L'Équateur, dépendant à 72 % de l'hydroélectricité, a fait face fin 2024 à une crise énergétique aggravée par la sécheresse, causant de lourdes coupures d'électricité et entraînant une baisse du PIB de -2 %.

Les chiffres de l'emploi se dégradent légèrement en glissement annuel.

En mai, le taux d'activité s'est établi à 35,5 % de la population active, en baisse de -1,1 % en g.a. Le taux de chômage s'est quant à lui établi à 4,1 %, en légère augmentation de +0,6 % en g.a. Finalement, le taux de sous-emploi reste élevé, avoisinant les 60 % de la population active.

Guyana

Les dépôts versés au *Natural Resource Fund* en 2025 ont dépassé 1 Md\$.

Le *Natural Resource Fund* (NRF) est le fonds souverain du Guyana, ayant pour but de soutenir les priorités de développement du gouvernement. Il est alimenté par les recettes pétrolières provenant de l'exploitation pétrolière offshore du bloc *Stabroek* par ExxonMobil et produisant actuellement 668 000 bpd. **Les dépôts sur ce fonds pour l'année 2025 ont récemment dépassé le milliard de USD,** composés en majorité de recettes de vente de pétrole brut, mais aussi de redevances sur le pétrole produit et vendu en 2024 et en 2025. **Fin mai, le solde du NRF s'élevait à environ 3,4 Md\$.** Cette année, le gouvernement prévoit de retirer un total de 2,5 Md\$ du fonds (montant approuvé par le Parlement) ; il a déjà effectué deux retraits de 400 M\$ chacun.

Pérou

Le Pérou est le huitième pays avec les plus grandes réserves d'or au monde.

Avec environ 2 500 tonnes d'or enfouies dans son sous-sol, le Pérou se classe au huitième rang des pays disposant des plus importantes réserves d'or inexploitées, dépassant des puissances régionales comme le Brésil et le Mexique. **En 2024, la production d'or péruvienne a été estimée à 100 tonnes ;** ce chiffre a été confirmé par le ministère de l'Énergie et des Mines, qui fait état de 108 millions de grammes d'or fin extraits cette année. L'or constitue ainsi un pilier des exportations nationales : les exportations d'or ont progressé de +45 % au cours des quatre premiers mois de 2025, atteignant 6,3 Md\$. De même, les exportations minières ont enregistré une hausse de +23 % au T1 2025.

Entre janvier et avril, les exportations industrielles du Pérou ont dépassé les 2,5 Md\$.

Selon l'Association péruvienne des Exportateurs (Adex), **les exportations industrielles du Pérou ont atteint 2,5 Md\$ entre janvier et avril 2025, soit une hausse de +22,6 % par rapport à la même période en 2024** (2,1 Md\$). Cette progression s'explique principalement par une demande accrue dans les secteurs de la chimie (+19 %), du textile (+15 %) et du fer et de l'acier (+33 %). Par ailleurs, l'Adex prévoit que les exportations totales du Pérou pourraient atteindre 83 Md\$ d'ici la fin de l'année 2025, ce qui représenterait une augmentation de +11,4 % par rapport à 2024. Le pays dépasserait alors son précédent record d'exportations, établi à 74,7 Md\$ en 2024.

Venezuela

L'OFAC autorise l'exécution des garanties sur la dette PDVSA.

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) a récemment publié la Licence générale 5S, soit le 18^{ème} renouvellement de la Licence générale 5 émise initialement en 2018. **Cette nouvelle disposition, qui entrera en vigueur en décembre, autorise explicitement les transactions, financements et autres opérations liées à l'obligation émise par PDVSA et arrivée à échéance en 2020.** A partir de décembre, les détenteurs de cette dette pourront donc faire valoir la garantie associée en cas de défaut.

En réaction à cette annonce, Gold Reserve, créancier du Venezuela, a saisi un tribunal états-unien afin de demander si l'OFAC entendait maintenir la protection de *Citgo Petroleum* face aux créanciers au-delà de la vente judiciaire en cours, dont l'audience finale est prévue en août. ***Citgo Petroleum, filiale états-unienne de PDVSA et principal actif étranger du Venezuela, est au cœur d'une enchère supervisée par la justice pour indemniser les créanciers.*** Après une offre de départ de 3,7 Md\$ par Red Tree Investments, le consortium Lion Group a proposé 8 Md\$ en numéraire.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)